1 juillet 2017 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Transcription du discours d'Emmanuel Macron lors de l'inauguration de la ligne Paris-Rennes

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

Monsieur le Ministre,

Madame la Ministre,

Monsieur le président du conseil régional,

Messieurs les présidents, Madame la présidente des conseils départementaux,

Mesdames Messieurs les députés, les sénateurs, les maires,

Madame la maire de Rennes,

Monsieur le préfet de région,

Monsieur le préfet de département,

Monsieur le président directeur général de la SNCF,

Monsieur le président du conseil d'administration de la SNCF,

Mesdames, Messieurs,

Quand il y a une telle liste, c'est que c'est très important !

Il y a une forme d'ironie dans cette histoire. C'est que Jean-Yves LE DRIAN, jusqu'à il y a encore quelques jours, était président du conseil régional, comme le rappelait son successeur et ami, et cela fait des années, voire des décennies, qu'il se bat pour cette ligne de TGV.

Et alors que, parce qu'il a accepté, je l'en remercie, de participer à ce gouvernement, de devenir ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, et qu'il a donc mis fin, je le sais, avec beaucoup de douleur à ses fonctions, la ligne s'ouvre !

Monsieur le ministre, n'y voyez là aucun signe. Mais malgré tout ce qu'a pu dire le président directeur général de la SNCF, il y a quelque part une histoire de retard. Retard de quelques jours par rapport aux fonctions du ministre, antérieures, et retard d'une journée puisque, Monsieur le ministre, c'était hier votre anniversaire. Bon anniversaire alors !

Mais il faut dans ces matières avoir aussi beaucoup d'humilité parce que, mesdames et messieurs, je vous dois l'honnêteté de vous dire ce soir que s'il y a bien une personne qui a très peu fait pour cette inauguration, c'est votre serviteur ! Alors, je me venge parce qu'on me prêtera beaucoup de choses mal faites qui ne viendront peut-être pas de moi, ça a déjà commencé ; il y a peut-être beaucoup de choses formidables que j'essaierai de faire pendant les années à venir, qu'on ne reconnaîtra pas ; mais j'ai quand même quelques scrupules à venir ce soir, quelques semaines après la prise de fonction, en quelque sorte ramasser le travail de tant d'années, qui est votre combat, qui est d'abord la décision de mon ante prédécesseur, Nicolas SARKOZY, lors du plan de relance, mais qui est le combat des élus que vous êtes depuis des décennies, mené sans relâche à travers toute la Bretagne, le combat de ces élus ensuite tout au long du projet, le combat de cette formidable entreprise publique, de l'ensemble des services de l'Etat, des entreprises privées qui ont accompagné ce projet. Et donc c'est avec beaucoup d'humilité que, ce soir, je suis parmi vous pour cette formidable nouvelle et cette inauguration de la ligne grande vitesse Paris – Rennes.

Mais cette humilité n'enlève rien à l'immense fierté que nous partageons. Nous étions quelques-uns, tout à

l'heure, dans ce trajet presque trop rapide d'une heure 24 entre la gare Montparnasse et la gare de Rennes en pleine transformation et tout au long de ce trajet, cher Frédéric, monsieur le ministre, nous avons vu les gens au pont, tout au long du trajet, heureux de voir le premier TGV sachant justement ce qui se jouait aujourd'hui.

Et vous avez réussi, ce qui est le signe d'une vraie fierté française qui est une fierté technologique, d'innovation qui est une fierté industrielle mais aussi une fierté humaine, la mobilisation de toutes celles et ceux qui l'ont rendu possible. Tout cela, la France sait le faire ; elle en est fière, elle doit en être fière et c'est le visage aussi qu'elle montre aujourd'hui au reste du monde dans toutes ces capitales qui nous regardent, dans toutes ces capitales qui parfois réfléchissent elles-mêmes à s'équiper et où la SNCF exporte son excellence.

Et je me réjouis comme vous ce soir que nous ayons pu grâce à cette demi-heure de moins entre Paris et Rennes, à ces 3 quarts d'heure entre Paris et Brest ou Quimper, à travers cette refonte des gares qui est en cours, des trains régionaux et des correspondances montrer que oui, il n'y avait pas de fatalité dans notre pays, il n'y avait pas une histoire à sens unique qui serait celle du moins bien ou d'un déclassement en cours mais qu'il y a une vraie volonté et capacité françaises à faire mieux , à aller de l'avant, à porter des grands projets, des réussites. Et près de 50 ans après le discours de Quimper du Général de Gaulle et le lancement du plan routier breton qui a permis de désenclaver le territoire avec plus de 1 000 kilomètres de voies express deux fois deux voies, c'est une nouvelle étape décisive pour l'accessibilité de l'ensemble du terrible breton qui s'est jouée, qui se joue aujourd'hui et que, dans les prochaines semaines et les prochains mois, vous aurez encore davantage à déployer. Ce sont des vies changées, ce sont de nouvelles opportunités c'est une ouverture économique, touristique, une plus grande attractivité de la Bretagne, qui ce soir est aussi permise.

Mais ce succès technique et les belles perspectives économiques et sociales qu'il implique ne doivent en rien nous faire renoncer à penser la mobilité du futur car nous devons ensemble l'admettre, malgré notre immense fierté devant le projet que nous inaugurons aujourd'hui, bien des combats restent à mener.

Les infrastructures essentielles à notre attractivité sont insuffisamment entretenues. Le réseau routier national ou fluvial dont l'état à certains endroits reste inacceptable ; le réseau ferroviaire dont l'entretien est financé par une dette dont l'accroissement ne pourra pas se poursuivre éternellement ; enfin nos ports, qui ne sont pas à la hauteur de la grande nation maritime que nous devrions être mais que supplantent tant de concurrents étrangers pourtant moins bien lotis que nous.

C'est pourquoi le combat que je souhaite engager pour les années à venir, c'est celui des transports du quotidien, c'est celui de l'ensemble des mobilités prioritaires à mes yeux. En quelque sorte, en venant inaugurer ce grand projet ce soir et ceux de la journée, je suis en train de vous dire : le rêve des cinq prochaines années ne doit pas être un nouveau grand projet comme celui-là ; ou plus exactement si c'est cela ce que je vous promettais ce soir, quelque part je vous mentirais ; et nous avons vécu dans le secteur sur beaucoup de mensonges parce que ces dettes accumulées, un jour, quelqu'un les paiera ; parce que les ouvertures se poursuivront ; parce que nos défis sont toujours les mêmes et eux aussi accélèrent ; parce que votre mobilité change ; et parce que la réponse aux défis de notre territoire n'est pas aujourd'hui d'aller promettre des TGV ou des aéroports de proximité à tous les chefs-lieux de département de France, mais c'est bien de repenser, de réarticuler les mobilités du XXIe siècle, la capacité à rejoindre le point le plus pertinent pour une ville qui n'est pas toujours la capitale. J'entendais des élus mayennais expliquer qu'ils sont heureux d'être aujourd'hui plus proches de Rennes. C'est tout cela, cette mobilité qu'il nous faut penser, celle qui fait le quotidien de nos concitoyens et qui peuvent légitimement ce soir parfois s'interroger. Tous nos concitoyens qui vivent autour des grandes métropoles où nous n'avons que trop peu fait les contournements, l'aménagement des voies ou des transports et qui se disent : ils ouvrent une formidable ligne, c'est superbe pour les Bretons, mais moi mon quotidien il est fait d'heures de transport avec parfois du risque, avec du temps perdu, avec des retards cumulés, c'est insupportable !

Notre pays doit avoir des priorités et les multiplier toutes ou vouloir conjuguer toutes les promesses, c'est se condamner à n'en tenir aucune. La promesse que je veux qu'ensemble nous tenions pour les années à venir, c'est celle-ci : celle de penser les transformations fondamentales dont notre pays a besoin et que nos concitoyens attendent. Ça veut dire ne pas relancer de grands projets nouveaux mais s'engager à financer tous les renouvellements d'infrastructures et toutes celles que j'ai évoquées, à les échelonner dans le temps, à le faire de manière organisée, orchestrée en donnant de la visibilité à tous les acteurs. Ça veut dire conduire à la transformation, et nous l'avons vu tout à l'heure avec la SNCF, à la transformation des acteurs, des structures, qui accompagnera celle des usages.

La valeur de la SNCF aujourd'hui, ce ne sont pas uniquement les gares, des trains et des voies. C'est l'intelligence, les femmes et les hommes, c'est la connaissance intime de la capacité de toutes celles et ceux qui se déplacent dans notre pays, la capacité à articuler les mobilités entre un train à grande vitesse, un train express régional, un transport urbain, le vélo, la voiture, ces multiples usages de transport que vous appelez de vos vœux et qui font que vous ne vous déplacez pas simplement de Paris à Rennes mais peut-être de la banlieue parisienne à Saint-Malo, à Pleyben ou ailleurs.

La SNCF doit devenir ce champion de la mobilité du XXIe siècle. Et nous devons accompagner par une nouvelle stratégie d'investissement, de planification, cette transformation de nos usages. Et quand je parlais de richesse, c'est celle de l'intelligence des données, mais c'est aussi celle des femmes et des hommes présents ici dans cette salle. Vous ne ferez pas les mêmes métiers demain qu'aujourd'hui. Ceux qui contrôlent, je le disais tout à l'heure, ne contrôleront sans doute plus ; ne nous mentons pas, cela va s'automatiser, cela a déjà commencé. Ceux qui sont au guichet ne seront plus au guichet, ce n'est pas vrai. Mais cette fonction humaine, cette connaissance des femmes et des hommes qui voyagent, cette capacité à être là, fait que le défi de la mobilité pour les personnes en situation de handicap, l'accompagnement des plus jeunes comme des plus âgés dans une société qui, elle aussi, se transforme, ce seront les nouveaux défis qu'il faut saisir !

Je vous dis cela parce qu'il nous faut sortir des fascinations pour les modèles d'hier, essayer de comprendre collectivement comment nous épouserons ce que notre pays est en train de devenir.

Alors, je vous le dis ce soir en inaugurant avec une immense fierté cette ligne et cette transformation de notre territoire. Ce qu'il nous faut penser, c'est autre chose pour demain ; ce sont les investissements pour ces nouvelles mobilités, c'est notre organisation collective pour ces nouvelles mobilités ; c'est les corrections à tous ces dysfonctionnements, ces engorgements qui aujourd'hui gâchent le quotidien de tant de nos concitoyens.

Aussi ce que nous ferons, c'est d'abord mettre en place une vraie concertation avec l'ensemble des territoires. Le 17 juillet prochain, je lancerai la Conférence nationale des territoires qu'ensuite, le Premier ministre avec son gouvernement auront à conduire et qui consistera avec l'ensemble des élus du pays à mener tous les chantiers financiers, organisationnels et d'aménagement, dont celui des mobilités. Il faut écouter les élus qui savent, qui connaissent les besoins de leurs populations et les attentes.

Et pour lui faire écho, les Assises de la mobilité suivront en septembre sous l'égide de la ministre des Transports. Et je souhaite que l'on parvienne ainsi dès le premier semestre 2018 à une loi d'orientation des mobilités qui apportera enfin des réponses concrètes à ces situations que nous n'avons que trop longtemps laissé perdurer.

Les lignes à grande vitesse contribuent amplement à notre développement économique, à notre cohésion sociale, à notre rayonnement international puisque les TGV nous ont rapprochés de nos voisins européens. Avec les deux lignes inaugurées ce jour, ces projets atteignent incontestablement un palier de développement. Mais la France, comme je vous le disais, doit choisir et elle doit à présent davantage concentrer ses efforts, ses investissements sur la rénovation des réseaux existants, sur la réduction de la fracture territoriale qui s'est aggravée ces dernières années !

C'est l'horizon de ce quinquennat et c'est le cadre des arbitrages budgétaires résolus qui seront pris. Parce que oui, des choix doivent être faits et le rapport par exemple remis il y a quelques jours par la Cour des Comptes n'est pas un rapport de circonstance, il est là pour nous redire à la fois nos défis et l'exigence partagée.

Aussi, pour atteindre le but que je fixe, nous devons marquer une pause et réorienter nos priorités. L'Etat ne prendra plus de nouveaux engagements, ne lancera pas de nouveaux grands chantiers tant que la loi d'orientation des mobilités ne sera pas adoptée. L'ensemble des contrats de plan Etat région ne sera pas remis en cause évidemment puisque précisément il comporte un volet de proximité important mais cette pause permettra de réfléchir aux moyens de financer les infrastructures que nous voulons pour penser une autre manière de se déplacer et pour innover dans les financements.

La loi d'orientation des mobilités offrira une programmation précise, année par année, financée sur cinq ans, parce que cela fait maintenant des décennies que nous poussons progressivement des grands projets en promettant, mais en ne les finançant jamais ; ou quand on les finance, en étant à peu près sûr qu'ils ne seront financés, non pas par nous, mais par nos enfants et nos petits-enfants !

Des rapports ont été faits ces dernières années. Nous connaissons la situation, cher Philippe DURON, dont je retrouve aussi le visage ami dans cette salle. Le travail est prêt. Il nous faut simplement faire des choix, les identifier. Vous le savez les uns et les autres. Et donc cette loi de programmation mettra enfin nos priorités et des financements en face.

Un conseil d'orientation des infrastructures de transport, instance d'expertise et de dialogue entre toutes les parties prenantes, suivra la mise en œuvre de cette programmation auprès de la ministre des Transports. Il associera les élus, les entreprises de bâtiment et travaux publics concernés au premier chef par cette transformation, l'ensemble des entreprises de transport et tous les acteurs donneurs d'ordre et sous-traitants du secteur concernés au premier chef.

Et il faudra faire preuve là aussi d'innovation dans les financements. Le modèle du ferroviaire doit être repensé dans une démarche globale d'amélioration de la performance du secteur qui permettra notamment de traiter le

dans une démarche globale d'amélioration de la performance du secteur qui permettra notamment de traiter le sujet de la dette qu'il supporte et là-dessus, je vous le dis très clairement, il n'y a pas de tabou ! C'est l'absence de décisions qui nous paralysera progressivement ; c'est le mensonge répété ; c'est au fond le plaisir coupable des inaugurations qui est le pire des pièges ! Et donc je vous je vous remercie instamment de m'offrir cette occasion de le faire avec vous, mais pour vous dire que nous devons ensemble prendre nos responsabilités.

Vous l'avez compris, il s'agit d'investir plus pour entretenir nos réseaux existants, pour répondre aux besoins de mobilité quotidiens des Français, pour avoir une politique d'investissement qui doit s'accompagner d'une politique d'emploi et un emploi de qualité ; et vous connaissez mon engagement pour que les règles soient justes.

Et je voudrais que cet esprit d'invention, d'ambition, que ce savoir-faire que nous voyons ce soir ensemble à l'œuvre, que cette intelligence qui ont présidé à cette ligne soient investis avec autant de force dans le désenclavement de tous les territoires, dans une mobilité agile et innovante, dans une stratégie visant à rendre plus simple et surtout plus libre la vie de nos compatriotes laissés de côté par les grands projets pour des raisons géographiques ou économiques.

Aujourd'hui, Mesdames et Messieurs, vous avez remporté une grande bataille dans l'histoire du transport français, une magnifique bataille et vous pouvez être fiers et tout le pays est fier de l'inauguration de ces deux grandes lignes qui ont conjugué tant de volonté, d'intelligence de savoir-faire et d'engagement !

D'autres combats essentiels restent à mener, parce que la construction d'une République plus juste et plus équitable n'est jamais achevée. Elle a désormais besoin de vous sur d'autres projets, d'autres chantiers, d'autres priorités. Et autour des nouveaux défis que je souhaite nous assigner collectivement, j'aurais besoin de ce talent et de cette énergie, la même. Je sais qu'ils sont grands. La réalisation que nous célébrons aujourd'hui prouve en tout cas que la France peut compter sur vous et c'est pour vous dire combien j'ai confiance en vous, face aux défis qui nous attendent que j'ai voulu être là aujourd'hui.

Alors bravo à l'ensemble des élus, des femmes et des hommes, des entreprises ici réunis ce soir qui ont fait cette fierté bretonne, mais aussi cette fierté française que nous partageons aujourd'hui, merci à vous !

Vive la République et vive la France !